

AUTOPSIE D'UN GÉNOCIDE PLANIFIÉ AU RWANDA

Mars 1995

Comment se prépare la « reconquête »

DANS LES CAMPS DU ZAÏRE ET DE LA TANZANIE, COMME DANS CEUX INSTALLÉS AU RWANDA, LES RESPONSABLES DU GÉNOCIDE CONTRE LES TUTSIS RENFORCENT LEUR CONTRÔLE SUR LES RÉFUGIÉS ET SE PRÉPARENT À LA RECONQUÊTE DU PAYS (1).

M. Théodore Sindikubwabo, ancien président de la République par intérim, et Jean Kambanda, premier ministre du gouvernement qui a perpétré le génocide, ont été récemment nommés pour diriger un nouveau gouvernement en exil (...). Selon de nombreux observateurs dans la région, ce gouvernement en exil mène une propagande intense pour préparer les réfugiés à reprendre la guerre. Human Rights Watch (Afrique) a eu un exemple de cette propagande sous forme d'un tract intitulé "Le peuple rwandais accuse..." Les responsables du génocide décrivent "*la situation catastrophique*" du peuple rwandais, résultat du "*travail diabolique*" du Front patriotique rwandais (FPR), avec "*la collaboration massive*" de certaines puissances étrangères, c'est-à-dire les États-Unis, la Belgique, l'Ouganda et les Nations unies. Selon ce pamphlet (...), le FPR serait responsable du génocide et les Hutus en seraient les victimes (...).

Les troupes de l'ancien gouvernement rwandais s'entraînent dans de nombreux endroits, y compris aux alentours des camps de Katindo et de Mugunga (...). Ces soldats sont bien armés. Bien que certains aient dû remettre leurs machettes et leurs fusils quand ils sont arrivés au Zaïre, beaucoup d'autres ont passé la frontière avec leurs armes, y compris avec de l'armement lourd. Les soldats rwandais gardent des obusiers et des transports de troupes cachés dans des entrepôts qui sont supposés être sous le contrôle des militaires zaïrois [suit une liste d'équipements en leur possession : 6 hélicoptères, 50 armes antichars, 40 à 50 missiles SA-7, 255 mortiers, 6 105 obusiers, etc.].

Tandis qu'elles préparent des attaques contre le Rwanda, les autorités qui ont dirigé le génocide intensifient la terreur et la violence contre les réfugiés hutus qu'elles ont contraints à les suivre en exil (...). Elles refusent de laisser ces réfugiés rentrer chez eux car elles s'en servent comme moyen de pression sur la communauté internationale et, à travers elle, sur le gouvernement rwandais. Elles savent que, entourées par un grand nombre de partisans en apparence très déterminés, elles seront plus difficilement capturées et traduites devant un tribunal pour génocide. Elles utilisent des menaces et la violence contre quiconque veut retourner chez lui (...). Les autorités confisquent la nourriture et les équipements destinés à aider les pauvres et les faibles, les laissant à la merci de la maladie et de la mort. Confortablement installés dans des villas en dehors des camps, les politiciens vendent ces aides pour un profit immédiat ou les accumulent pour préparer l'invasion du Rwanda. Ils ont refusé un recensement des réfugiés dont le nombre serait inférieur de plusieurs centaines de milliers aux estimations officielles. Une comptabilité exacte entraînerait une réduction de l'aide et diminuerait donc leurs profits.

Les auteurs du génocide, en collaboration avec l'armée et les milices, ont rétabli dans les camps les structures politiques qui existaient au Rwanda avant le génocide (...). Dès le début, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les agences d'aide et le gouvernement hôte se sont appuyés sur les anciennes autorités pour faciliter la distribution de l'aide. Dès qu'elles ont contrôlé la nourriture et les données essentielles de la vie, les autorités ont utilisé cet instrument pour renforcer leur emprise sur la population des camps (...). En Tanzanie, le HCR a encouragé la création d'une force de sécurité formée d'anciens soldats gouvernementaux dont le

passé n'a pas été contrôlé.

Le gouvernement en exil a établi un système pour taxer les réfugiés qui louent leur force de travail aux paysans de la région : sur un salaire journalier moyen de 1 000 zaïres [moins de 2 francs] un ouvrier est contraint de payer 200 zaïres aux autorités (...).

Les agents des organisations internationales, officielles et non gouvernementales, ont été menacés par les milices et les soldats. A plusieurs reprises, les organisations d'aide ont réduit leurs activités pour protester contre de tels incidents et pour protéger leur personnel. Médecins sans frontières a arrêté ses opérations à Bukavu parce qu'il était "*éthiquement impossible*" de continuer à aider les responsables du génocide qui ont instauré un règne de terreur dans les camps (...).

Le gouvernement du Rwanda ne doit pas seulement faire face à des attaques imminentes de l'extérieur, mais aussi à une renaissance de l'activité militaire des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les déplacés (...) ont trouvé refuge dans la "zone humanitaire de sécurité" créée par la France dans le cadre de l'opération "Turquoise". On compte parmi eux de nombreux tueurs (...). Et, dans une pâle mais inquiétante imitation de ce qui se passe à l'extérieur du pays, les anciennes autorités ont reconstruit leurs bases de pouvoir, en partie à travers le contrôle de l'aide humanitaire. Elles encouragent activement les déplacés à ne pas retourner chez eux, affirmant qu'ils seraient tués par l'armée populaire. De plus, des groupes utilisent les camps comme bases pour voler et pour tuer les habitants de la région (...). Certaines de ces attaques relèvent du gangstérisme, mais d'autres ont des motivations politiques évidentes : déstabiliser et démontrer que le nouveau gouvernement ne contrôle pas la situation.

(1) Ce texte est extrait d'un rapport de l'organisation Human Rights Watch (Afrique), *Rwanda : A New Catastrophe ?* 33, Islington High Street, Londres N1 9LH, Royaume-Uni, décembre 1994.

Mots-clés

- **Rwanda**
- **Tanzanie**
- **Zaïre 1971-1997**
- **Armée**
- **Génocide**
- **Réfugiés**